



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Décision d'examen au cas par cas n° 2025-3029
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2023, portant délégation de signature à Monsieur Julien LABIT en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2004, complété, autorisant la SAS COCA-COLA PRODUCTION à exploiter une nouvelle ligne de production de bouteilles en polyéthylène de 0,5 litres zone d'entreprise de Bergues-Socx sur le territoire des communes de SOCX et BERGUES ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 février 2009 imposant à la société COCA-COLA PRODUCTION SAS des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SOCX et BIERNE ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 mars 2014 imposant à la SAS COCA-COLA PRODUCTION des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SOCX et BIERNE ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 juin 2015 imposant à la SAS COCA-COLA PRODUCTION des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SOCX et BIERNE ;

Considérant que le projet vise à augmenter le stockage d'un produit nécessaire au fonctionnement de la nouvelle ligne aseptique n°9 ;

Considérant qu'il s'inscrit dans le périmètre d'exploitation du site COCA-COLA, lui-même situé dans la zone industrielle de Bierendyck, sur la commune de Bierne ;

Considérant qu'il ne génère pas d'impact significatif sur les thématiques suivantes : consommation d'espace, biodiversité, paysage, patrimoine et ressource en eau ;

Considérant qu'il n'est pas de nature à remettre en cause l'acceptabilité du risque sur le site ;

Considérant qu'il ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement ou la santé publique ;

Considérant que le projet et ses effets seront pris en compte dans le cadre de la procédure de modification prévue aux articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement, et encadrés par arrêté préfectoral ;

Considérant qu'il est soumis à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, au titre de la rubrique 1 b de l'annexe audit article.

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de stockage supplémentaire de DIVOSAN FORTE, dans le cadre de l'installation de la nouvelle ligne aseptique n°9 sur le site de la SAS COCA-COLA PRODUCTION, situé sur les communes de Socx et Bierne, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section 1 du chapitre II du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 4 juin 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint,

Matthieu DEWAS

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture du Nord

12 rue Jean-Sans-Peur – 59039 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Séquoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).